

LIBRE OPINION

Le niveau de vie canadien selon l'ONU et le discours nationaliste québécois

par Simon Laflamme pour L'Express

L'auteur est professeur au Département de sociologie de l'Université Laurentienne à Sudbury

Le Canada vient une autre fois de terminer au premier rang pour ce qui est de la qualité de la vie de ses citoyens, selon les critères de l'ONU. Cela peut être perçu comme une victoire.

Au Canada, comme ailleurs, il importe aux mouvements sociaux de profiter de tout élément médiatisable ou médiatisé afin de promouvoir une cause. Si l'élément est favorable, il sera rappelé ou surestimé. S'il est défavorable, il sera caché ou dévalorisé.

La victoire du Canada sert les fédéralistes; elle dessert les nationalistes québécois. Les premiers l'utilisent comme preuve de la nécessité de perpétuer la fédération canadienne; les seconds cherchent à réduire la portée de la nouvelle.

La manipulation de ces données est de bonne guerre, quoique les raisons aussi bien du fédéraliste que du nationaliste ne re-

posent pas, en réalité, sur un concours international du niveau de vie.

Mais ce qui choque dans cette manipulation, c'est l'attitude nationaliste. Certes, une fédération n'est pas d'autant plus louable que sa cote est bonne au concours de l'ONU. Les mouvements au sein des nations ont des motifs beaucoup plus graves de prôner l'union ou la désunion.

Là n'est pas le problème. Le problème est celui, dans ce cas précis, de la logique nationaliste.

DÉFAITE POUR LES GROUPES SOCIAUX

Signalons d'abord que la victoire du Canada ne dessert pas seulement le mouvement nationaliste québécois. Elle dessert aussi tous les mouvements sociaux dont les revendications portent sur les domaines qui ont contribué à la victoire du Canada: l'éducation notamment.

Les groupes qui, par exemple, sollicitent des fonds pour l'alphabétisation risqueraient davantage de se faire entendre si la position du Canada était inférieure, d'où leur insistance à faire valoir des chiffres qui abaissent le Canada, en ce qui a trait à l'éducation, au rang de pays du «tiers-monde».

Et les arguments des mouvements d'alphabétisation sont repris par les nationalistes.

D'abord, le Canada aurait dissimulé des données.

Or, en disant cela, on affirme que les données des autres nations sont toutes incontestables et qu'il y a, dans le camp fédéraliste, des êtres tellement vilains qu'ils ne colportent que des mensonges, tellement puissants qu'ils arrivent à tromper, eux seuls, les juges de l'ONU.

Ensuite, le rang réel du Canada serait inférieur, dans les faits, à celui qui a été déterminé.

Certains font des calculs particuliers avec des données différentes de celles qui ont été reprises par l'ONU et concluent que, pour l'ensemble des indicateurs, le Canada n'est pas premier mais septième ou huitième – comme s'il s'agissait d'une gigantesque erreur.

SCOLARISATION ET ALPHABÉTISATION

Les données qui sont les plus contestées sont relatives à l'éducation. On s'obstine peu sur les indicateurs du pouvoir d'achat, par exemple. Et le fait est que, au Canada, on passe en moyenne, plusieurs années à l'école. Cependant, il semble que la scolarisation ne soit pas suffisante à l'alphabétisation.

Il s'agit là, évidemment d'un grave problème. Au Canada, on peut passer plusieurs années à l'école et ne pas savoir lire.

Mais en quoi la fédération canadienne est-elle res-

ponsable de cette aberration? En quoi le nationalisme québécois est-il d'autant plus justifiable que les données sur l'éducation fausseraient la position canadienne dans l'échelle des nations?

Car les pouvoirs, en matière d'éducation, ne sont-ils pas répartis sur plusieurs niveaux depuis les commissions scolaires, jusqu'au gouvernement fédéral en passant par les grandes puissances que sont les gouvernements provinciaux?

Qu'on critique le concours de l'ONU, soit. Qu'on conteste la position canadienne, soit.

Mais qu'on ne fasse pas un argument anticanadien ou souverainiste de la négation des résultats du concours de l'ONU quand ce qui est dénoncé – les absurdités d'un système d'éducation – est en grande partie une conséquence de l'administration de l'État qui se veut souverain.